



FEDERATION NATIONALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex
tél. : 01 55 82 88 75 – Fax : 01 48 51 62 50 –
E mail : fd.equipement@cgt.fr - Site : www.equipementcgt.fr

Revue des missions

Réunion de lancement du 4 décembre

Pendant l'inventaire, la vente continue !

La ministre Pompili avait soutenu la suggestion de la secrétaire générale de nos ministères d'une revue des missions lors du CTM budgétaire du 29 septembre. La secrétaire générale des ministères a lancé ce chantier ce jour.

Nous ne pouvons que constater l'absence remarquée des ministres, d'autant que tous n'étaient pas présents lors du CTM budgétaire du 29 septembre.

Cette réunion n'avait qu'un objectif pour le ministère :

Mesurer le degré d'adhésion ou de rébellion des organisations syndicales dans l'accompagnement de la suppression de missions, sur fond de diminution d'effectifs causant une très forte dégradation des conditions de travail.

La CGT a refusé de s'inscrire dans une telle démarche et constate que sans les luttes menées depuis plusieurs années avec les agents, le ministère serait déjà complètement taillé en pièces !

Une organisation a choisi toutefois de s'inscrire dans cet accompagnement du coup de grâce qui sera porté aux ministères, aux DDT, DREAL, DIR et opérateurs (A noter que la Mer n'apparaît pas dans les documents du ministère, ce qui ne nous semble pas être un oubli !).

Pendant l'inventaire, la vente continue !

La secrétaire générale a bien rappelé le contexte de la loi 3D, la préfectoralisation des DDT-M, l'arrêt de la mission logement en DREAL ... et ne dément pas la réflexion sur les services d'hydrobiologie des DREAL ... Elle pose clairement le cadre de la revue des missions : missions à conserver/abandonner et la simplification administrative !

Cette revue des missions s'inscrit aussi dans une anarchie du pilotage des ministères. Les chefs de services n'hésitent plus à prendre des initiatives locales pour restructurer, arrêter

des missions, en sous-traiter d'autres ... opposant ainsi les personnels dont les missions seraient conservées, aux autres ! On peut s'interroger si cette désorganisation, n'est finalement pas organisée au plus haut du ministère !

Or, pour la CGT l'arrêt de missions de service public obéit à des choix politiques. Cette revue des missions consiste bien à reléguer à l'arrière-plan ces choix politiques au nom d'une pseudo rationalité !

Par exemple, le fameux Certificat d'Economie d'Energie géré par les producteurs d'énergies pour isoler 700 000 logements (passoires thermiques) en contrepartie de droit à polluer est un échec. Nous en sommes à 200 000 seulement, c'est sans doute le niveau acceptable par Total et consort pour payer des droits à pollution et continuer à verser des dividendes à leurs actionnaires !

Dès lors qu'il s'agit de sauver des vies, notamment celles des générations futures, pour moins polluer, le ministère et ce gouvernement auraient été plus avisés de prélever une part de la richesse de ces entreprises et de l'affecter à la rénovation des passoires thermiques ! Aurait-ce été moins efficace avec suffisamment d'agent pour la mise en œuvre ?

D'ailleurs, le Conseil d'Etat ne s'y trompe pas en pointant le retard pris dans l'atteinte des accords de Paris sur la réduction des Gaz à Effet de Serre (GES).

Que ce soit la marchandisation dans le domaine de l'aménagement, des transports et maintenant de l'écologie, il n'y a rien de vertueux. Il est grand temps de réarmer nos ministères comme nous le revendiquons : lire notre déclaration CTM budgétaire 2021 : [ici](#). Il en va de l'efficacité de nos politiques publiques pour la population, mais aussi de la santé des personnels.